

PROBLÈMES DE LA DÉMOCRATIE AU HONDURAS

Daniel Vásquez, traduit par Garance Robert

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2019/2 N° 113 | pages 29 à 47

ISSN 0765-1333

ISBN 9782747229517

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2019-2-page-29.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PROBLÈMES DE LA DÉMOCRATIE AU HONDURAS

Daniel VÁSQUEZ*
Traduit par Garance ROBERT

Le présent article offre une réflexion sur le système politique hondurien contemporain¹. En mobilisant notamment les analyses du sociologue Mario Posas et de l'historien Mario Argueta, il est envisageable d'affirmer que le Honduras incarne particulièrement bien ce paradoxe que François Xavier Guerra relève à propos de la vie politique latino-américaine : « [Elle] apparaît comme une négation constante des principes dont elle se réclame. *Pronunciamientos, coups d'Etat, insurrections, élections manipulées, caudillisme, caciquisme, dictatures... le vocabulaire politique n'est pas tant celui de la démocratie que celui de son absence*² ».

La persistance de ces modèles de conduites en Amérique centrale semble confirmer l'existence, suivant les analyses de Charles W. Anderson, de « *règles d'activité politique généralement admises par les concurrents, qui permettent de réglementer les comportements politiques même lorsque les engagements formels et constitutionnels ne sont pas applicables*³ ». Du fait de la fragilité, voire de l'absence d'institutions régulatrices des relations de pouvoir, c'est à travers une série d'arrangements extra-démocratiques que s'articule le sens de la vie politique, allant parfois jusqu'à constituer un véritable système. Pour accéder à celui-ci, un acteur doit faire reconnaître sa « capacité de pouvoir »

* Doctorant en Science politique à l'Université de Montréal.

1. Ce texte est tiré des observations effectuées dans le cadre de la recherche de Master *Tensions politiques au Honduras : jeux de pouvoir et démocratie fragile 1948-2017*, Paris EHESS, 2018.

2. Cité in: Chevalier, François, *L'Amérique Latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 155.

3. Anderson, Charles W., « Toward a Theory of Latin American Politics », in *Occasional Paper*, No. 2, The Graduate Center for Latin American Studies, Vanderbilt University, Nashville, Tennessee, February 1964, p. 1.

– c'est-à-dire toute propriété ou ressource politique qui permette à un individu ou un groupe d'avoir de l'influence et d'intervenir dans les affaires politiques – par les acteurs qui maîtrisent déjà le jeu politique. Ces « concurrents pour le pouvoir » accordent l'entrée ou non à de nouveaux venus, en reconnaissant réciproquement leurs ressources et leurs « capacités de pouvoir », par le biais d'un accord négocié au sommet. Dans ce schéma, la mobilisation de ressources les plus variées peut être reconnue comme légitime, notamment l'usage de la violence, communément acceptée et promue par les acteurs⁴.

De cette manière, sur la scène politique centre-américaine, une large gamme d'acteurs négocient entre eux, tels que « *des institutions comme les forces armées ou l'Église, des fractions de celles-ci, des partis politiques, des associations professionnelles ou les groupes d'intérêt économiques, des communautés territoriales ou ethniques, des lignages familiaux, sans compter des groupements étrangers tels que les firmes transnationales, les partis politiques et les forces armées des pays voisins, ou des administrations nord-américaines*⁵ ». Dans ce paradigme, seuls les nouveaux concurrents sont admis dans le jeu tant qu'ils ne prétendent pas remettre en cause ses règles. L'existence d'un concurrent peut être mise en péril uniquement lorsque l'ensemble des concurrents s'accorde sur son élimination et s'allie momentanément pour l'exclure. C'est le cas lorsqu'un acteur politique possède une volonté hégémonique et qu'il vise à éliminer une partie ou la totalité des concurrents déjà en lice.

Les acteurs du système politique hondurien peuvent donc être définis selon leurs capacités de pouvoir, qu'ils utilisent afin d'arriver à des accords entre élites et exercer une incidence politique. Les négociations au sommet ne sont pas nécessairement formelles, officielles ou publiques, voire sont, le plus souvent, implicites. Pour étudier la configuration que prend un tel schéma au Honduras, il faut s'intéresser à des individus ou des groupes spécifiques, plus particulièrement aux chefs d'États et aux partis politiques. En suivant l'analyse d'Anderson, les processus électoraux au Honduras sont intéressants dans la mesure où ils mettent en scène les concurrents dont les capacités de pouvoir résident dans leur habilité à accumuler du consentement massif à travers des partis politiques, des mouvements et des groupes d'intérêts, et dont l'objectif est de participer au processus politique. Mais il existe également des acteurs dont la force ne dépend pas de l'issue des élections. Celles-ci n'établissent donc pas le pouvoir politique d'un parti ni ne définissent les relations politiques. Au contraire, leur verdict est provisoire, et l'équilibre politique n'est établi qu'après négociation entre les concurrents « non électoraux » et les groupes qui ont démontré une capacité de pouvoir à travers l'élection. Les partis politiques sont, selon Anderson, d'une part des outils, que certains acteurs utilisent pour acquérir des capacités de pouvoir électorales, et d'autre part, des dispositifs à l'aide

4. Anderson, Charles W., *Politics and Economic change in Latin America: The Governing of Restless Nations*, New York, Van Nostrand Reinhold Co., 1967, p. 101.

5. Bataillon, Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale, (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 62.

desquels ces acteurs montrent leur capacité de mobilisation massive. L'objectif est d'être reconnu par les autres concurrents et de participer à la négociation qui détermine leur part du pouvoir.

Les études de Mario Posas montrent que le schéma bipartite devient évident au Honduras à partir de 1920, au moment où les affrontements entre le Parti Libéral et le Parti National deviennent structurants, et reste en vigueur au moins jusqu'en 2013. Malgré leurs différences idéologiques, ces deux organisations se sont toutes deux caractérisées par le « *caudillisme, le personnalisme, le factionnalisme et les divisions internes* ». De la sorte, « *les liens de loyauté politiques se créent non pas vis-à-vis d'un parti et de ses principes, mais vis-à-vis de caudillos*⁶ ». Pour André Marcel D'Ans, les partis politiques honduriens « *constituent au fond des ethnies politiques : on ne s'y rattache non pas par adhésion délibérée à des programmes définis, mais en vertu de solidarités fixées par l'hérédité, le voisinage ou l'amitié, et qui ont pour caractéristique d'impliquer des fidélités de nature personnelle et non citoyenne*⁷ ». Selon ce modèle, les machines politiques honduriennes sont en réalité des vecteurs « *d'institutionnalisation du clientélisme*⁸ ». Les deux auteurs coïncident ainsi quand ils soulignent que ces partis politiques ont contribué à une perception de l'État comme le « *butin de ceux qui triomphent* ».

Ce texte entend ainsi élaborer une brève synthèse des principales tensions politiques au Honduras, à compter des événements relatifs à la destitution de Manuel Zelaya en 2009, à la réélection frauduleuse du Président Juan Hernández en 2017. Afin de proposer une réflexion sur le déroulement de ces épisodes, il convient de faire un bref aperçu historique.

UNE DÉMOCRATIE À L'HONDURIENNE

Après le coup d'État contre Ramón Villeda Morales en 1963, les Forces Armées du Honduras (FFAAH) devinrent hégémoniques jusqu'en 1980, moment où la politique étrangère de Carter vint accélérer les négociations nationales, donnant au thème électoral une importance sans précédent. Pour continuer de tirer profit des ressources fournies par les États-Unis, la junte militaire se plia à leurs demandes, et mit en place une Assemblée Nationale Constituante qui permit la périodisation des processus électoraux à partir de 1982⁹. Néanmoins, du fait de la mission anti-sandiniste que Reagan assigna au Honduras, une logique contre-insurrectionnelle s'opposa rapidement au processus naissant de subordination du gouvernement

6. Posas, Mario, « Siete Tesis sobre los Partidos Políticos en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*, 10 de Abril de 2014, p. 3-9.

7. D'Ans, André-Marcel, *Le Honduras : Difficile émergence d'une nation, d'un Etat*, Paris, Ed. Karthala, 1997, p. 333-335.

8. *Ibid.*

9. Posas, Mario, *Modalidades del proceso de democratización en Honduras*, Tegucigalpa, Ed. Universitaria (UNAH), 1989.

militaire à l'environnement civil. De façon à maintenir un soutien stable à la *Contra*, l'ambassade nord-américaine se chargea alors de conduire les principaux « concurrents pour le pouvoir » à des consensus, en leur remettant d'importantes sommes d'argent, facilitant ainsi la location du territoire hondurien, de ses voies de communication, de ses institutions, et de ses troupes. Pendant cette période, l'ensemble des conflits sociaux furent associés à l'idée d'ennemi de l'intérieur et toute revendication légitime citoyenne assimilée à une « menace communiste ». Ceci se traduisit par des formes de répression telles que la séquestration, la torture et la disparition forcée. Par conséquent, la collaboration avec les États-Unis ne fut en aucune manière le moteur d'une véritable démocratisation, ni de croissance économique. En réalité, celle-ci servit essentiellement à la mise en place d'une base arrière pour des opérations étrangères, et ce n'est qu'avec la signature des Traités de Paix d'Equipulas II, en 1987, que le Honduras cessa de figurer au premier plan de la géopolitique nord-américaine. A l'instar des transformations dans les autres pays de l'isthme, les années quatre-vingt-dix marquèrent une restructuration des relations entre civils et militaires. Au moyen d'une sortie de scène négociée, à partir de 1994, les FFAAH cédèrent une série d'institutions qu'ils contrôlaient depuis très longtemps, renoncèrent à leur autonomie et se subordonnèrent au pouvoir civil. Au motif du respect du néolibéralisme, les différents gouvernements concédèrent au secteur de l'entreprise privée d'importants soutiens. Le Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP), composé de soixante-deux organisations, acquit ainsi un rôle plus important, s'auto-définissant comme le « *bras technico-politique du secteur entrepreneurial du Honduras*¹⁰ ». Certains acteurs de la société civile, auparavant silencieux, commencèrent à obtenir une participation graduelle, visible à travers l'intensification des activités d'associations, de mouvements de droits humains, de femmes, et d'écologistes. De la même manière, l'espace d'unité et de légitimité divine qu'avait longtemps représenté l'Église catholique fut progressivement revendiqué par de nombreuses sectes et Églises évangélistes. Celles-ci s'organisent principalement autour de la Confraternité Évangélique du Honduras, fondée en 1987. Les plus influentes de ces organisations ne se sont pas privées de s'impliquer en politique, en menant parfois des campagnes électorales ou en organisant des débats présidentiels. Malgré le caractère officiellement laïc de l'État, les visages les plus visibles de ces Églises possèdent toujours une capacité d'influence entre les différents concurrents pour le pouvoir.

En 1998, le pays fut frappé par l'ouragan Mitch, qui détruisit le peu d'infrastructures existantes et fit payer de leurs vies plusieurs milliers de victimes, en même temps qu'il laissa sans ressources les plus vulnérables. Dans ce contexte, la normalisation de la violence prit alors une ampleur considérable. Les formes particulières de sociabilité des *Maras*, en même temps que les réseaux de narcotrafic, gagnèrent en visibilité, et la frontière

10. Funes, Lucila, « *Empresarios y Partidos Políticos* », in Meza, Víctor (ed), *Golpe de Estado: Partidos, Instituciones y Cultura Política*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2010, p. 58.

entre clans politiques et crime organisé s'effaça progressivement. Au niveau économique, c'est essentiellement le mode de production des *maquiladoras*¹¹ qui perdura le mieux, entités pour le moins irrespectueuses du droit du travail. Cet élément explique en partie le fait que les migrants et leurs *remesas* devinrent le véritable soutien économique du pays, face à un État et une économie nationale pratiquement inexistantes¹². Dans le même temps, une timide modernisation de l'État entra en marche, avec la progressive création d'institutions telles que « *le Tribunal Supérieur des Comptes, le Ministère public, le Conseil National Anticorruption, le Commissionnaire National des Droits humains, ou encore l'Institut d'Accès à l'Information Publique*¹³ », qui produisirent des résultats encore nettement insatisfaisants pour les citoyens honduriens. Durant ces dernières années, le Honduras fut le théâtre de nombreuses crises dans tous les domaines. Parmi celles-ci, plusieurs épisodes apparaissent comme marquants, avec au premier chef le retour des militaires en politique suite au coup d'État de 2009. Les conséquences de cet évènement ont favorisé la transformation des identités politiques, l'entrée de nouveaux concurrents dans la compétition électorale, et le développement de nouvelles formes de populisme. En second lieu, les révélations polémiques qui impliquent de larges secteurs politiques dans d'importants cas de corruption suscitèrent de grandes manifestations citoyennes, qui obtinrent l'installation d'une mission internationale contre la corruption. Enfin, il ressort que, dans la dernière décennie, de nombreuses formes de violations de droits humains (extorsions, viols, séquestrations, travail des enfants, traite de personnes...) se sont nettement aggravées. Ces abus se traduisent au jour le jour par une insécurité excessive¹⁴, ou par des assassinats emblématiques, comme celui du spécialiste de la lutte contre le narcotrafic Alfredo Landaverde et, plus récemment, de la militante Berta Cáceres. Au-delà de ces phénomènes, les déclarations qui mettent au jour les liens des politiques honduriens au crime organisé transnational, déjà dénoncés auparavant par les journalistes, sont aujourd'hui confirmés par les narcotrafiquants détenus par la DEA et la justice nord-américaine. Enfin, la manipulation des institutions et la recherche de la réélection au moyen de procédés fallacieux et anticonstitutionnels sont devenues monnaie courante. Ce contexte d'irrégularités latentes rend la construction de la citoyenneté, d'institutions et la possibilité de la création d'emplois stables

11. Equivalent des Zones de Traitement pour l'Exportation (*export processing zone*, EPZ, en anglais). Usine qui bénéficie d'une exonération des droits de douane afin de produire à un moindre coût des marchandises assemblées, transformées, réparées ou élaborées à partir de composants importés ; la majeure partie de ces marchandises est ensuite exportée.

12. D'Ans, Andre-Marcel, *Ecologie politique d'un désastre: Le Honduras après l'ouragan Mitch*, Paris, Ed. Karthala, 2005.

13. Posas, Mario, « Avances y limitaciones de la institucionalidad democrática en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*, Febrero 2012, p. 11.

14. Le Honduras comptait un taux d'homicide de 56,52 pour 100 000 habitants en 2016 selon l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime. Ce chiffre avait culminé à 93,2 en 2011. Données disponibles à l'adresse suivante : <https://dataunodc.un.org/crime/intentional-homicide-victims>

dans le pays extrêmement incertaines. Ces éléments nous offrent donc des pistes pour comprendre le départ de plus d'un million de Honduriens vers les États-Unis ou l'Espagne, ceux-ci prenant part dernièrement aux nombreuses « caravanes de migrants ».

En plein XXI^e siècle, la nation continue à être, pour reprendre l'expression d'Anderson, un « *musée vivant*¹⁵ » dans lequel les acteurs traditionnels ont une importante autorité politique. Ceci est particulièrement sensible lors des processus électoraux durant lesquels, pour contrôler les ressources étatiques, de grands propriétaires terriens et des familles agro-exportatrices sont en compétition aux côtés de couches moyennes et hautes de la bourgeoisie citadine – propriétaires d'autres genres de *business*, bancaires ou industriels¹⁶. A ce propos, il semble pertinent d'examiner brièvement le processus électoral de 2005, établi suivant la réorganisation du Tribunal Suprême électoral (TSE) en 2004. A l'intérieur des deux partis, d'importants entrepreneurs rivalisèrent pour la candidature présidentielle. D'une part, le nationaliste Porfirio Lobo, propriétaire terrien issu du secteur agraire, ex-directeur de la Corporation Hondurienne de Développement Forestier, ex-député, et président du Congrès National. D'autre part, le libéral Manuel Zelaya, propriétaire terrien dans le domaine de l'élevage et du bois, ex-directeur du COHEP et de l'Association Nationale d'Entreprises Transformatrices du Bois, ex-député et ex-directeur du Fond Hondurien d'Investissement Social. Avec sa proposition du « Pouvoir citoyen » et grâce à sa capacité à nouer des alliances, Zelaya sortit victorieux face à Lobo, qui arborait un programme de « Travail, Sécurité et lutte contre le crime organisé ». Les résultats furent controversés, puisque le candidat vainqueur fut annoncé alors que le comptage des voix était encore très peu avancé. Pendant un temps, Lobo refusa d'accepter l'issue du scrutin, en avançant l'existence d'une fraude électorale¹⁷. Toutefois, après la tenue d'une réunion privée entre Lobo et Zelaya avec la médiation de l'ambassadeur nord-américain (traditionnellement hôte ou invité de ce genre de négociations), Lobo accepta sa défaite tandis que le TSE ne s'était pas encore prononcé sur la totalité du comptage¹⁸. C'est dire à quel point la politique est entendue comme l'exercice d'une minorité porteuse de « capacités de pouvoir »,

15. Anderson, C.W. « Toward... », *op. cit.*, p. 4.

16. Salomón, Leticia (ed), *Democracia y Partidos Políticos en Honduras*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2008.

17. Équivalents à 999 006 votes pour le PL (49,90%), et 925 243 pour le PN (46,17%), sur un total de 1 705 227 votants, c'est-à-dire 42% des inscrits (3 982 472), votes blancs inclus (55 139).

18. Comprenant l'ambassade américaine comme un « concurrent pour le pouvoir » étranger qui fait partie de l'équation politique et non en tant qu'acteur à part entière, les archives de cet acteur influent sont une pièce maîtresse pour qui désire restituer le nébuleux panorama politique hondurien. Wikileaks a mis à la disposition du public un total de 9 951 documents émis tant par des fonctionnaires comme par l'ambassadeur lui-même, du siège diplomatique des États-Unis à Tegucigalpa, avec des analyses de conjonctures émis dans les périodes 1973-1979 et 2002-2010. Wikileaks: Public Library of US Diplomacy. Disponible sur: <https://our.wikileaks.org/Cablegate>

économiques ou symboliques qui leur permettent d'acquérir, au moyen de la domination sur leur parti respectif, des « capacités de pouvoir » de type électorales. Celles-ci sont exécutées dans le but d'être reconnues par les autres concurrents, nationaux ou étrangers, pour parvenir ensuite à des accords et obtenir une part du contrôle de l'État. En 2009, le président Zelaya fut ensuite momentanément éliminé du jeu politique, ayant rompu les règles selon lesquelles son gouvernement s'était établi.

LE COUP D'ÉTAT CONTRE MANUEL ZELAYA

Le 27 janvier 2006, le libéral Roberto Micheletti, fraîchement nommé président du Congrès, remit l'écharpe présidentielle à Zelaya. Ce dernier constitua un cabinet en incluant tous les clans qui avaient lutté contre lui à l'intérieur de son parti, en allant jusqu'à introduire le président du Tribunal Suprême Electoral¹⁹. Le 28 juin 2009, alors qu'il restait cinq mois avant les élections générales, le président de la République fut capturé à son domicile par un escadron des FFAAH et envoyé au Costa Rica, ce qui marqua le début d'une longue période de crise institutionnelle, pendant laquelle Micheletti dirigea un gouvernement *de facto*²⁰. En nous fondant sur le Rapport de la Commission de la Vérité et Réconciliation²¹, et sur les câbles Wikileaks, nous détaillerons une série d'événements qui ont suscité le mal-être de l'ensemble des « concurrents pour le pouvoir » vis-à-vis du président, en insistant spécifiquement sur les dissensions existantes entre les titulaires du pouvoir exécutif et législatif.

Les luttes entre différents segments du pouvoir sont habituelles au Honduras, plus encore dans la mesure où les présidents du Congrès successifs n'hésitent pas à délégitimer le gouvernement auprès de leur propre parti, dans le but de préparer une candidature présidentielle pour de futures élections. C'est ainsi que, pressés de commencer la campagne électorale, les membres du Congrès souhaitèrent mettre en place des réformes électorales afin d'avancer les élections primaires. Le président opposa son veto à la proposition de Décembre 2007, mais le Congrès national s'obstina à la ratifier. En outre, la confrontation entre les camps s'aggrava du fait de la « Grève des procureurs » d'avril 2008, qui comptait avec le soutien du pouvoir exécutif. Ces tensions ralentirent la mise en place d'une série de politiques publiques qui visaient notamment à réduire les

19. Ballivián, Salvador R., « Bajo el signo del huracán: Elecciones, sistema de partidos, democracia y ciudadanía en Honduras (1948-2013) », in *Documentos de Análisis, Edición Especial*, No. 100, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), Noviembre 2014, p. 20.

20. Un résumé important de ces débats peut être trouvé dans: Salgado, Ramón (ed.), *Crisis Institucional y Golpe de Estado en Honduras*, Tegucigalpa, Ed. Universitaria, Universidad Pedagógica Nacional Francisco Morazán (UPNFM), 2010.

21. Comisión de la Verdad y la Reconciliación (CVR) Honduras, *Para que los hechos no se repitan: Informe de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación*, San José, Costa Rica, (CVR) Honduras, Julio 2011.

pertes de l'Entreprise Nationale d'Énergie Électrique. Dans le but d'arriver à un équilibre énergétique, économique et politique, le gouvernement prit différentes mesures qui lui auraient permis de réduire les prix des combustibles. Les entreprises importatrices de pétrole combattirent rapidement ces initiatives, car elles n'avaient aucun intérêt à faciliter les processus de libéralisation du marché.

Le gouvernement se tourna alors vers la recherche de coopération énergétique avec le Brésil et surtout avec le Venezuela, en intégrant formellement PETROCARIBE le 28 janvier 2008. L'entrée de PETROCARIBE comme fournisseur de pétrole eut des implications politiques déterminantes. En échange d'un avis favorable à l'adhésion du Honduras à l'ALBA²² au Congrès, Zelaya s'engagea à appuyer la campagne présidentielle de Micheletti, face à leur adversaire commun au sein du PL, le vice-président Elvin Santos. Un événement de grande envergure fut organisé dans la Maison Présidentielle le 25 août 2008, en présence de représentants de l'ALBA, dont les Présidents Hugo Chávez et Daniel Ortega. De nombreux « concurrents pour le pouvoir » (des segments de l'Église, des groupes de l'entreprise privée et des forces armées) ainsi qu'une partie des citoyens affirmèrent leur rejet du projet bolivarien. Le Congrès approuva cependant dans un unique débat, et avec une majorité simple, l'adhésion du Honduras à l'ALBA le 9 octobre 2008. Depuis lors, les polémiques autour du « socialisme du XXI^e siècle » résonnent dans les médias de communication et les débats publics, engendrant une indéniable polarisation.

Les confrontations resurgirent au moment de l'élection des magistrats de la Cour Suprême de Justice en janvier 2009. Selon la loi, l'entité chargée d'organiser l'élection des magistrats est le Congrès. Pourtant, par le biais d'intimidations, Zelaya tenta d'inclure ses représentants dans ce processus, donnant ainsi lieu à une lutte de pouvoir pour le contrôle de la Cour. Lors d'une démonstration de force, le président menaça les leaders du Congrès en déclarant qu'il mettrait en place un État d'exception si ses demandes n'étaient pas reconnues. Finalement, le Congrès choisit quinze membres de la Cour Suprême de Justice – huit libéraux et sept nationalistes – et n'inclut pas les demandes de l'exécutif. Les postures au sein des deux camps se radicalisèrent au cours de l'année. C'est alors que surgit l'initiative présidentielle d'organiser une « consultation populaire », dans le but de convoquer une Assemblée Nationale Constituante et réformer la Constitution de la République. Le 23 mars, le gouvernement annonça que le 28 juin, les citoyens seront invités à répondre à la question suivante : « Êtes-vous d'accord pour qu'il y ait le choix, lors des élections générales de novembre 2009, de voter en faveur de la convocation à une Assemblée Nationale Constituante qui approuverait une nouvelle Constitution politique ? ». Si la réponse était oui, un projet de loi devait être envoyé au Congrès, pour légaliser la mise en place de cette « quatrième urne » dans le scrutin général²³.

22. Alternative Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique.

23. Les élections générales au Honduras regroupent à la fois le scrutin présidentiel, le législatif et municipal, qui représentent les trois premières « urnes ».

Tant les factions dominantes des partis politiques, les institutions de l'État, la majorité des secteurs de l'entreprise privée, les moyens de communications, les Églises et de larges secteurs de la société, tous se déclarèrent massivement contre un projet qu'ils considéraient comme visant la réélection. Les représentants des différentes institutions de l'État se prononcèrent contre la consultation entre les mois de mars et juin 2009²⁴. Le Procureur Général répéta à plusieurs reprises que l'unique institution qui avait la faculté d'organiser des consultations électorales était le Tribunal Suprême Electoral, et que seul le Congrès avait la possibilité de contester les mécanismes de référendums. Il conclut que l'action de l'exécutif était une preuve d' « abus de pouvoir », notamment parce que son projet de consultation violait une série de lois²⁵. Pour cela, le Procureur Général déclara qu'il détenait la faculté d'empêcher toute tentative de « violer la Constitution ». Le TSE ordonna alors « aux moyens de communication de retirer toute la propagande qui faisait référence à la consultation », ce à quoi Zelaya répondit qu'il payerait « l'amende que lui imposerait le TSE ». À l'intérieur du PL, une coalition d'opposition au gouvernement se forma, dans les clans de l'ex-président Carlos Flores, propriétaire du journal *La Tribuna*, du président du Congrès Micheletti, et du vice-président et candidat présidentiel Santos. Les maires et les fonctionnaires publics étaient alors les derniers alliés du Président, ainsi que des segments des syndicats, des mouvements et organisations de gauche, et initialement les FFAAH²⁶, à qui l'exécutif versa d'importantes sommes d'argent pour mobiliser les votants. Par conséquent, un ensemble de décisions politiques comme la signature de l'ALBA, la tentative de truquer l'élection des membres de la Cour Suprême, et la façon abrupte avec laquelle on prétendait implanter l'initiative de la « quatrième urne », supposèrent des désaccords majeurs. Une bonne partie des « concurrents pour le pouvoir » se sentirent donc menacés et resserèrent les rangs de l'opposition au Président.

Les affrontements s'intensifièrent à partir de l'approbation d'un accord exécutif qui ordonnait aux FFAAH l'ordre de soutenir la consultation. En réaction, le 4 juin, le Congrès vota une motion de censure contre le Président pour les actions illégales commises, puis, le 23 juin, approuva une loi qui interdit l'organisation de référendum cent quatre-vingt jours avant et après les élections. De son côté, le gouvernement commença la distribution du matériel électoral au niveau national. Le 24 juin, via un appel téléphonique et avec la médiation de l'ambassadeur nord-américain, le président

24. Entre mars et mai, la FG et le MP déclarèrent l'enquête nulle, le Procureur contre la Corruption entama une enquête sur la consultation, les forces armées du Honduras annoncèrent qu'ils se maintiendraient à la marge d'une possible « violation de la constitution », le procureur général avança que le Jury du Contentieux avait la faculté de stopper l'enquête.

25. La loi Électorale et des Organisations Politiques, la Loi de l'Institut National de Statistique, la Loi de Participation citoyenne et la Loi Générale sur l'Administration Publique.

26. Posas, Mario, « Movimientos sociales en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*, p. 18.

destitua le chef de l'État-major. Le même jour, le secrétaire de la Défense Edmundo Orellana démissionnait : la communication établie entre les FFAAH et l'exécutif se brisa par là même. Le Congrès mit alors en place une enquête, dans l'objectif de sanctionner le président mais le Tribunal Suprême Électoral la déclara illégale. Les FFAAH se mobilisèrent pour retenir le matériel électoral, qui fut transféré à une base aérienne. Accompagnés de ses partisans, le président finit par récupérer le matériel de l'enquête et le transféra de nouveau à la Maison Présidentielle. Pendant ce temps, la Cour Suprême ratifia un redressement fiscal contre le Président, pour « délit contre la forme du gouvernement, trahison de la patrie, abus d'autorité et usurpation de fonction au préjudice de l'administration publique et de l'État ». Un ordre d'arrestation fut émis, son domicile perquisitionné, et le secret du processus de détention proclamé. Les militaires reçurent des instructions directement de la Cour Suprême pour appliquer cet ordre, et c'est ainsi que « *le rôle tutélaire des militaires dans la vie politique nationale repassa au premier plan*²⁷ ». Le 28 juin, journée de la « Consultation populaire pour la quatrième urne » le président fut capturé et envoyé en exil. Ce même jour, le secrétaire du Congrès lit publiquement une supposée lettre de démission du Président, la majorité des députés procéda à sa destitution et nomma Micheletti à sa place. Dans le jargon de ceux qui étaient favorables à la destitution, cette opération fut qualifiée de « succession constitutionnelle ». Entre-temps, devant la Maison Présidentielle des manifestations citoyennes s'organisèrent, et s'opposèrent à ce qu'elles considéraient comme un coup d'État. Ces manifestations furent nettement majoritaires par rapport à celles de l'Union Civique Démocratique, composée des opposants à Zelaya, avec un total de sept-cent cinquante-sept manifestations pendant les sept mois qui suivirent le coup. Les militaires et la police réagirent violemment aux protestations, à travers l'usage de leurs traditionnelles « capacités de pouvoir » : la force brute, les gaz lacrymogènes, l'intimidation et la mise en place d'un couvre-feu. Dans ce contexte, les enquêteurs identifièrent des dizaines de cas avérés de violations de droits humains de la part de l'État²⁸. Après l'échec de la tentative de Zelaya pour revenir au pays avec l'appui des présidents de l'ALBA, il se rendit à Washington pour rencontrer Hillary Clinton. C'est de là qu'émergea la médiation avec Oscar Arias pour le « dialogue Guaymuras » dans lequel les parties acceptèrent de négocier. Face à l'incapacité d'aboutir à un consensus sur son retour à la présidence, l'ex-président rentra finalement de manière clandestine dans le pays le 21 septembre 2009, trouvant refuge à l'ambassade du Brésil. Selon le Conseil National anti-corruption, « *les liquidations nécessaires n'ont pas été effectuées* » concernant les 50 millions de lempiras qui furent retirés à un guichet de la Banque Centrale et « *remis à des fonctionnaires du gouvernement pour le développement du projet échoué de la quatrième urne*²⁹ ».

27. Posas, Mario, « Avances y limitaciones de la institucionalidad democrática en Honduras », *art. cit.* p. 27.

28. Pour une analyse détaillée des violations contre les droits humains : « Capítulo 12: El impacto en los derechos humanos », Comisión de la Verdad y la Reconciliación (CVR), *Para..., op. cit.*, p. 279-385.

29. *100 años de corrupción e impunidad en Honduras*, Tegucigalpa, CNA, 2017, p. 76.

Cet enchaînement d'évènements et leurs conséquences peuvent être interprétés comme le résultat de la tentative d'un concurrent de se placer au-dessus des autres, lesquels, face à cette menace, et au lieu d'exécuter un jugement politique, décident de l'exclure violemment. De ce fait, les sympathisants de Zelaya, dans une « *convergence inédite entre 'vieux' et 'nouveaux' mouvements sociaux*³⁰ » donnèrent la preuve d'une importante capacité d'organiser et de produire du consentement. Cette capacité s'articule autour de préceptes discursifs tels que le retour du président démis, la convocation d'une Assemblée constituante, le rejet du Coup d'État, du bipartisme et de l'impérialisme. Grâce à l'utilisation de ces ressources politiques, et à une condamnation unanime de la part de la communauté internationale, Zelaya put alors négocier une sortie du pays avec Porfirio Lobo, victorieux de la compétition politique de novembre 2009³¹. En effet, pour le nouveau gouvernement de « Réconciliation Nationale », il était inenvisageable de rétablir les récentes relations diplomatiques du pays, dans le but de réintégrer le Honduras au sein de l'OEA et récupérer la « coopération internationale » tant convoitée. Grâce à la médiation des gouvernements de la Colombie et du Vénézuéla, le gouvernement de Lobo souscrit à « l'Accord de Carthagène » avec Zelaya le 22 mai 2011. Celui-ci permit que les « processus judiciaires » contre ce dernier soient annulés. Il put également récupérer le droit de fonder un parti politique. Les élites retournèrent à leur jeu pour le pouvoir au sommet. Pendant le gouvernement de Lobo (2010-2014), le nationaliste Juan Hernández consolida le pouvoir depuis la présidence du Congrès, espace qui lui permit d'arriver à la présidence en 2014, puis de préparer sa réélection au milieu d'un panorama de convulsions que nous décrirons à présent.

RÉÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, NARCOTRAFIC ET CORRUPTION

Après la tempête de 2009, le PN parvint habilement à contrôler les institutions publiques, tandis que l'opposition se retrouva fragmentée et fragilisée. Sous la conduite d'Hernández, avocat, ex-député et premier secrétaire du Comité central du PN, le Congrès approuva en février 2011 une réforme qui légalisa les « *mécanismes de consultation populaire, le plébiscite et le référendum pour faciliter la révision des 'clauses imprescriptibles' de la Constitution, incluant celle qui empêchait la réélection présidentielle*³² ». De la même manière en décembre 2012, grâce à la destitution des magistrats de la

30. Posas, Mario, « Movimientos... », *op. cit.*, p. 32.

31. Le candidat du PN gagna la présidentielle avec 56,66% des voix, dans une compétition où seulement 50,13% des inscrits participèrent, c'est-à-dire un total de 2 311 633 personnes.

32. Flores, Imer B., « El problema de la reelección presidencial en Honduras: A propósito del caso de Jose Manuel "Mel" Zelaya Rosales », in Jorge Prats, Eduardo (ed), *La doctrina constitucional y administrativa del Estado social y democrático de derecho. Liber Amicorum Allan Brewer-Carías*, Santo Domingo, Instituto Dominicano de Derecho Constitucional, Asociación Dominicana de Derecho Administrativo, 2016, p. 732.

Cour Suprême et à la sélection d'affiliés à Hernández, la concentration du pouvoir fut renforcée. Le président du Congrès se rendit alors coupable de nombreuses manipulations législatives et accords institutionnels en faveur du PN. Le PL se trouva dans une situation de plus en plus précaire, et vit son adhésion électorale se réduire au cours des années³³. Sa capacité d'organisation continua toutefois à avoir un poids important, notamment aux niveaux municipaux et législatifs. Dans ce contexte, la nouveauté réside dans le basculement de l'électorat vers de nouvelles entités politiques, comme le Parti Anticorruption (PAC) et le Parti Libéral et Refondation (LIBRE), tous les deux créés en 2011. Le PAC surgit à l'initiative du « Monsieur de la télévision », surnom donné à l'ingénieur Salvador Nasralla, à la tête de plusieurs émissions de télévision depuis plusieurs décennies : « *Cinco Deportivo* », une émission de football et « *X-0 da dinero* », une émission de divertissement. Il commente également les matchs de l'équipe nationale de football et il est, de ce fait, considéré comme le journaliste le plus connu du pays. Reprenant à son compte le sentiment d'irritation général face à la corruption, Nasralla arriva en quatrième place du scrutin de 2013, avec 13,43% des voix. Il perdit toutefois la tête du parti face à un ensemble de clans qui finirent par l'expulser de l'institution. LIBRE, quant à lui, se constitua autour d'une coalition entre une majorité d'anciens libéraux liés à des segments d'ONG, de syndicats et de groupuscules de la gauche hondurienne³⁴. La candidate et épouse de l'ex-président Zelaya, architecte de l'organisation, obtint en 2013 la seconde position avec 28,78% des voix, faisant ainsi chuter le PL. LIBRE construisit son identité politique en se présentant comme un groupe antagonique aux concurrents à l'origine du coup contre Zelaya. Par le biais d'un culte à la personnalité de ce dernier, ses partisans opposent dans leurs discours le « peuple » au bipartisme, l'influence marquée du « socialisme du XXI^e siècle » y est donc notable. C'est-à-dire que LIBRE ne se considère pas comme représentant d'une partie de la société mais qu'il prétend au contraire incarner la totalité du peuple hondurien.

Après avoir truqué les résultats des élections internes de son parti (suffrages supervisés par ces mêmes partis), Hernández noua des alliances avec ceux-là même qui l'avaient accusé de fraude. Par le biais de manipulations institutionnelles, il gagna la présidentielle avec 35,89% des suffrages. Au cours de son mandat (2014-2018), il bâtit une importante base de réseaux de clientèle et il sécurisa la puissance des forces armées avec la création de diverses instances politico-militaires. Enfin, il poussa à l'adoption de lois qui permirent la location de parcelles du territoire national à des compagnies transnationales nord-américaines et asiatiques (ZEDES). Après s'être emparé de la Cour Suprême de Justice, une série de députés du PN (supervisés par l'ex-président Rafael Callejas, incarcéré aux États-Unis pour sa participation dans le *FIFAgate*) parvinrent à régler, à l'aide de ressources constitutionnelles fictives, la possibilité de discuter

33. Visible notamment en observant les résultats suivants aux élections présidentielles : 38,09% en 2009, 20,3% en 2013 et 14,74% en 2017.

34. Posas, Mario, « Siete... », *op. cit.*, p. 20.

du thème de la réélection pendant les débats institutionnels. C'est ainsi que la nuit du 23 avril 2015, les « *cinq magistrats de la Salle du Constitutionnel de la Cour Suprême du Honduras déclarèrent inapplicable l'article 239 de la Constitution [adoptant ainsi] la permission absolue de la réélection*³⁵ ». Les membres du Congrès argumentèrent que la réélection est un thème relatif aux droits humains et supposent ainsi que son interdiction signifie une atteinte au droit de choisir et d'être élu. Cette rhétorique fut durement critiquée par de larges secteurs de l'opposition et des citoyens. Si en 2009 le thème était controversé, en 2015 les procédés qui visent à la réélection n'ont pas suscité les mêmes réactions scandalisées de la part des « concurrents pour le pouvoir », probablement du fait que le projet ne comptait pas sur l'édifice idéologique du « Socialisme du XXI^e siècle ». Après l'ouverture de la possibilité de la réélection, Zelaya, qui peut aujourd'hui compter sur un puissant instrument électoral, convoqua en 2016 ses militants pour participer à l'enquête suivante : « Si Juan Orlando Hernández s'inscrit comme candidat du Parti National, êtes-vous d'accord pour que Manuel Zelaya Rosales participe et l'affronte ? ». Compte tenu du rejet que cette consultation suscita, en interne et en dehors du parti, l'initiative fut retirée, et c'est finalement son épouse qui se présenta de nouveau aux présidentielles de novembre 2017. Du fait des disputes qui laissèrent Nasralla sans parti, ajoutées aux frictions suscitées au sein de LIBRE en raisons des fraudes électorales internes de 2017 (mairies et députés), il n'y eut pas de difficultés majeures pour que les deux concurrents puissent intégrer un même bloc d'opposition, donnant ainsi naissance à ce qui fut nommé l'« Alliance d'opposition à la dictature ». Malgré des annonces répétées mentionnant que « s'il n'y a pas de réforme électorale il n'y aura pas d'élections », l'opposition participa à un processus dont les résultats furent annoncés vingt jours après la fermeture des urnes. En dépit de l'intensité de la crise, l'opposition n'a pas été capable à ce jour de présenter des preuves qui attestent de sa victoire supposée, ce qui conduisit Hernández à assumer de nouveau la présidence avec l'appui de ses alliés internes et externes. En effet, le jour de l'élection, chaque parti politique comptait deux représentants (un titulaire et un suppléant) dans chacune des tables électorales au niveau national. Ainsi, quiconque se déclarant gagnant devait obligatoirement posséder la preuve physique de sa victoire, c'est-à-dire la totalité des actes électoraux, signés et scellés par chacun des représentants dans chaque centre de vote. Selon l'analyste Victor Meza, le processus électoral de 2017 a démontré un déplacement des formes de clientélisme, qui sont passées de l'« *achat direct de vote à l'octroi de tout type de bons spéciaux, qui substituent l'argent en espèces pour des donations primaires d'aliments ou d'autre type de matériel d'utilité pratique pour les récepteurs* »³⁶. C'est-à-dire que grâce à la mobilisation des diverses formes de clientélisme, le PN réussit adroitement à s'emparer du contrôle des différentes tables électorales au niveau national, manipulant ainsi le vrai nerf de la guerre : la possession

35. « Art. 239 : Le citoyen ayant occupé le poste de titulaire du Pouvoir Exécutif ne pourra pas être président ou désigné ». Flores, Imer B., « El.. », *op. cit.*, p. 754.

36. Meza, Víctor, « Clientelismo y política », Tegucigalpa, *Diario La Prensa*, 06 de marzo de 2018.

concrète de la totalité des actes électoraux. Ce comptage erroné de votes donnant Hernández vainqueur fut l'objet des manifestations de la part des sympathisants de l'Alliance, des membres du PL, et de citoyens indignés par l'absence totale de scrupules avec laquelle ils truquèrent le processus. La description de la fraude fut largement détaillée dans les rapports finaux des délégations d'observations électorales de l'Union Européenne et de l'OEA³⁷. Les manifestations postélectorales engendrèrent une réponse violente de la part des forces militaires et aboutirent, selon le rapport des Nation Unies, à la mort de vingt-deux manifestants et d'un policier³⁸, ainsi qu'à des dizaines de blessés, certains souffrant aujourd'hui de mobilité réduite. L'alliance se dissolut rapidement du fait de conflits entre ses deux leaders. Depuis lors, le PL fut le théâtre d'une lutte interne qui déboucha sur l'expulsion du parti de dix-sept députés proches du clan de l'ex-président Flores, de la part des clans proches de Luis Zelaya, candidat présidentiel. Pendant l'année 2018, un segment de l'opposition chercha à être reconnu par l'instance de dialogue installée par l'ONU, et une autre faction s'employa à conquérir des parts de pouvoir via le Congrès. De cette manière, LIBRE fut géré selon un mouvement pendulaire, qui consiste en une perpétuelle intégration-exclusion de son adversaire sur le terrain légitime de la politique, accusant Hernández de dictateur, tout en négociant le pouvoir au sein du Congrès. Reste alors à analyser l'environnement dans lequel se sont déroulées les élections de 2017.

Ces dernières années une série de déclarations qui attestent des liens entre clans politiques, réseaux de corruption et de narcotrafic furent mises au jour, aggravant ainsi le processus déjà existant de perte de légitimité des institutions publiques et des partis politiques. Une des plus marquantes fut le témoignage du chef de cartel mafieux *Los Cachiros*, le hondurien Devis Maradiaga. Après s'être rendu volontairement aux autorités étatsuniennes en échange d'une réduction de peine et de la protection de sa famille, Maradiaga fournit à la DEA et à la justice nord-américaine une série d'informations selon lesquelles il se déclare responsable de l'assassinat de soixante-dix-huit personnes et d'avoir participé au trafic de drogues, d'armes, et de blanchiment d'argent sur la période 2003-2013. Face au juge du district Sud-est de New York, il déclara qu'en tant que chef d'un groupe de trafiquants, il était courant de faire collaborer la police et les militaires aux assassinats, et de verser des pots-de-vin tant à des entrepreneurs qu'à des fonctionnaires de l'État pour qu'ils participent au blanchiment de l'argent et à leurs activités criminelles. Maradiaga affirma avoir pleinement participé à un réseau international chargé du transport de cocaïne depuis la Colombie qui passait par le Honduras et avait pour destination les États-Unis. Le *cachiro* affirme avoir opéré en totale liberté,

37. Nasralla obtint 41,42% (1 360 440) des suffrages, Hernández 42,95% (1 410 888), sur un total de 3 284 704 participantes sur 6 046 873 convocados (56 816 votes blancs et 134 899, votes nuls).

38. Naciones Unidas, « Las violaciones a los derechos humanos en el contexto de las elecciones generales de 2017 en Honduras », Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, 2017.

utilisant les ressources de l'État pour l'acheminement de la drogue grâce au financement de campagnes présidentielles nationalistes (2009-2013) et l'implication de politiques des deux partis dans des opérations irrégulières. Comme l'indique *Insight Crime*³⁹, Maradiaga mentionna spécifiquement l'ex-président Lobo, à qui il témoigne avoir remis d'importantes sommes d'argent. Il déclara aussi avoir travaillé en collaboration avec son frère Ramón et son fils Fabio, condamnés pour cette raison à vingt-quatre ans de prison à New York. Des membres du PL furent également liés à ces affaires, comme c'est le cas de la famille Rosenthal, une des plus influentes de la ville de San Pedro Sula, épice centre industriel du pays. La famille Rosenthal fut accusée d'opérer avec les *Cachiros* par le biais d'investissements immobiliers, de clubs de football, de constructions comme celle d'un zoo ou encore dans le blanchiment d'argent via la Banque Continentale. Le chef de famille, Jaime Rosenthal, fut trois fois candidat présidentiel pour le PL, candidature également présentée pour le même parti par son fils, Yani Rosenthal, ministre de la présidence du gouvernement de Zelaya, et candidat aux élections internes de 2012. Le cousin de celui-ci, Yankel, devint conseiller du cabinet présidentiel de l'actuel président Hernández. Yankel et Yani furent arrêtés par la justice nord-américaine pour leurs liens avec le narcotrafic, et purgent actuellement entre deux et trois ans de prison. Les enquêteurs d'*Insight Crime* signalent par ailleurs que, lors de ses révélations, Maradiaga nomma également le frère de l'ex-président Zelaya ainsi que le frère du président Hernández, l'ex-député nationaliste « Tony » Hernandez⁴⁰. Le 23 novembre 2018, ce dernier est arrêté à Miami, accusé de conspirer contre les États-Unis en participant à des réseaux de narcotrafic à tous les niveaux « *transformation, réception, transport, et distribution* », au moins depuis 2004 et jusqu'en 2016. De plus, il est accusé de s'être occupé d'importantes cargaisons d'armes vers les États-Unis, et d'avoir formulé de fausses déclarations à des fonctionnaires nord-américains. Selon le communiqué du Département de justice des États-Unis, Antonio Hernández tamponnait les chargements de cocaïne avec ses initiales, TH⁴¹.

Récemment, toute une série de révélations cruciales ayant trait aux divers réseaux de corruption qui opèrent dans le pays ont été divulguées. Le cas flagrant de détournement de fonds qui a laissé l'Institut de Sécurité Social Hondurien (IHSS) sans ressources en est une illustration. Depuis octobre 2013, une équipe de procureurs du Ministère Public, aux côtés du Conseil National Anticorruption (CNA), présentent des preuves contre un groupe de fonctionnaires de l'IHSS accusés de « *délits présumés de malversation de fonds publics, abus d'autorité, blanchiment d'actifs et enrichissement illicite* ». Quelques jours avant de terminer son mandat, Lobo émit un décret destiné

39. *Insight Crime*, « Honduras: Noticias de los Cachiros ». Disponible sur : <https://es.insightcrime.org/noticias-sobre-crimen-organizado-en-honduras/>

40. *Ibid.*

41. Department of Justice, « Former Honduran Congressman And Brother Of The Current President Of Honduras Charged With Conspiring To Import Cocaine Into The United States And Related Firearms Offenses », U.S. Attorney's Office, Southern District of New York, November 26, 2018.

à créer une Commission d'Enquête de l'IHSS, laquelle avait déclaré en février 2014 qu'il y avait des « irrégularités » au sein de l'IHSS dont le coût s'élevait à sept mille millions de lempiras. A cela s'ajoute une enquête de l'équipe de journalistes de l'entreprise *Radio Globo*, qui révéla en 2015 qu'un ensemble de chèques avaient été « émis par des entreprises qui furent favorisées dans des contrats de l'IHSS pour financer la campagne du PN dans les scrutins internes et généraux » de 2013, ce qui produit un très grand mécontentement parmi la population⁴². Ce climat général engendra ce qui prit le nom de « Marche des flambeaux » ou « Mouvement des Indignés » : à partir de mai 2015, des milliers de personnes sortirent dans la rue pour manifester. Les principales pancartes des manifestants réclamaient la mise en place d'une délégation internationale contre la corruption similaire à la CICIG (Commission internationale contre l'Impunité au Guatemala) et la démission du président Hernández. En réaction à la crise, le gouvernement décida d'installer, à travers l'OEA, une Mission de Soutien contre la Corruption et l'Impunité au Honduras (MACCIH), chargée de faire la lumière sur les abus d'autorité de tout type. La MACCIH pris ses fonctions en avril 2016, diffusant rapidement les résultats de ses enquêtes, comme pour le cas de l'affaire « Agua Zarca/DESA », dans laquelle des pots-de-vin auraient été versés pour les contrats d'installation d'un barrage sur le fleuve Gualcarque, dans le département d'Intibucá. Les dénonciations furent initialement révélées par Berta Cáceres, militante du Conseil Civique d'Organisations Populaires et Indigènes du Honduras. Après le choc de son assassinat, le cas attira l'attention d'un très grand nombre d'organisations de défense de l'environnement et de droits humains au niveau international.

Un des principaux défis de la mission est de trouver un espace de travail en harmonie avec le Procureur général, le Congrès, le pouvoir exécutif, et les différents tribunaux, car si au départ ces instances souhaitaient collaborer, ce ne fut plus le cas une fois qu'elles considérèrent la MACCIH comme une menace. Malgré cela, la mission est parvenue à créer des instances pour le renforcement de la justice, comme pour le cas de l'Unité Fiscale contre la Corruption (UFECIC), chargée de soutenir le Ministère Public et principalement le Procureur Général. En décembre 2017, avec l'appui du Conseil National Anticorruption, la UFECIC réussit à mettre en lumière le cas de corruption dans lequel est impliquée l'épouse de l'ex-président Lobo, Rosa Bonilla de Lobo, plus connue sous le nom du « cas de la caisse courante de la Première Dame ». Celle-ci est accusée d'avoir volé 680 000 dollars américains, déposés « sur son compte personnel quelques jours avant de terminer son mandat », ainsi que d'avoir détourné 250 000 dollars « désignés pour l'achat de chaussures et d'uniformes scolaires pour enfants ». De la même manière, en décembre 2017, la MACCIH découvrit que cinq députés de l'opposition s'étaient approprié huit millions de lempiras de « *fonds publics d'investissement social*, à travers l'ONG *Association Nationale de Producteurs*

42. Mejía, Thelma, « La corrupción en el Instituto Hondureño de Seguridad Social: impacto político, social e institucional », in Meza, Víctor (ed), *El manejo político y social de la corrupción en Honduras*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2016, p. 177-218.

et Industriels des Quartiers et Colonias de Honduras », cas connu comme celui du « réseau des députés ». Quelques jours plus tard, le porte-parole de la mission annonça que le nombre de députés qui faisaient l'objet de cette enquête était en réalité de cent-quarante, incluant l'actuel président du Congrès National. En réaction, le Congrès tenta de faire approuver des réformes visant à restreindre encore plus les attributions de la MACCIH, stipulant que seul le Tribunal Supérieur des Comptes avait « *la juridiction pour enquêter sur l'audit de fonds gérés par les députés, par les serviteurs publics, par les ONG de développement, et par les organisations privées de développement et les fondations*⁴³ ».

Dans un tel climat, les options autoritaires ou populistes connaissent un regain sur la scène politique hondurienne, ce qui semble devoir faire l'objet d'un débat public. La récente « caravane de migrants » de janvier 2019 est la preuve de l'incapacité du gouvernement hondurien à mettre en place des politiques publiques efficaces et effectives dans le pays. Elle montre une fois de plus l'abîme entre les classes populaires et les classes politiques qui, au quotidien, prétendent représenter les espérances de « tout un peuple » dans leurs différentes prises de parole télévisées.

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, Charles W., « Central American Political Parties: A Functional Approach », in *The Western Political Quarterly*, Vol. 15, No. 1, University of Utah, p. 125-139, 1962.

- « Toward a Theory of Latin American Politics », in *Occasional Paper*, No. 2, The Graduate Center for Latin American Studies, Vanderbilt University, Nashville, Tennessee, February 1964.
- *Politics and Economic change in Latin America: The Governing of Restless Nations*, New York, Van Nostrand Reinhold Co., 1967.
- « Honduras: Problems of an Apprentice Democracy », in *Political Systems of Latin America*, ed. by Martin C. Needler, New York: Van Nostrand Reinhold Co., p. 92-107, 1970.

Argueta, Mario R., *Tiburcio Carías: Anatomía de una época*, Tegucigalpa, Ed. Guaymuras, 2009, (primera edición 1989).

Ballivián, Salvador R., « Bajo el signo del huracán: Elecciones, sistema de partidos, democracia y ciudadanía en Honduras (1948- 2013) », in

43. Call T., Charles, « Avances y Desafíos: Informe sobre los primeros dos años de la Misión de Apoyo contra la Corrupción y la Impunidad en Honduras (MACCIH) », in *CLALS Working Papers Series*, No. 16, Center for Latin American & Latino Studies (CLALS), American University, Washington D.C, June 2018. Se référer également au cas « PANDORA » de juin 2018.

Documentos de Análisis, Edición Especial, No. 100, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), Noviembre 2014.

Bataillon, Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique Centrale (1960 - 1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

Call T., Charles, « Avances y Desafíos: Informe sobre los primeros dos años de la Misión de Apoyo contra la Corrupción y la Impunidad en Honduras (MACCIH) », in *CLALS Working Papers Series*, No. 16, Center for Latin American & Latino Studies (CLALS), American University, Washington D.C, June 2018.

Chevalier, François, *L'Amérique Latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993.

Comisión de la Verdad y la Reconciliación (CVR) Honduras, *Para que los hechos no se repitan: Informe de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación*, San Jose, Costa Rica, (CVR) Honduras, Julio 2011.

Consejo Nacional Anticorrupción, *100 años de corrupción e impunidad en Honduras*, Tegucigalpa, CNA, 2017.

D'Ans, Andre-Marcel, *Le Honduras: Difficile émergence d'une nation, d'un Etat*, Paris, Ed. Karthala, 1997.

– *Ecologie politique d'un désastre: Le Honduras après l'ouragan Mitch*, Paris, Ed. Karthala, 2005.

Department of Justice, « Former Honduran Congressman And Brother Of The Current President Of Honduras Charged With Conspiring To Import Cocaine Into The United States And Related Firearms Offenses », U.S. Attorney's Office, Southern District of New York, November 26, 2018. Disponible en : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/former-honduran-congressman-and-brother-current-president-honduras-charged-conspiring>

Flores, Imer B., « El problema de la reelección presidencial en Honduras: A propósito del caso de Jose Manuel "Mel" Zelaya Rosales », in Jorge Prats, Eduardo (ed), *La doctrina constitucional y administrativa del Estado social y democrático de derecho. Liber Amicorum Allan Brewer-Carías*, Santo Domingo, Instituto Dominicano de Derecho Constitucional, Asociación Dominicana de Derecho Administrativo, 2016.

Funes, Lucila, « Empresarios y Partidos Políticos », in Meza, Víctor (ed), *Golpe de Estado: Partidos, Instituciones y Cultura Política*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2010.

Insight Crime, « Honduras: Noticias de los Cachiros ». Disponible en : <https://es.insightcrime.org/noticias-sobre-crimen-organizado-en-honduras/>

Mejía, Thelma, « La corrupción en el Instituto Hondureño de Seguridad Social: impacto político, social e institucional », in Meza, Víctor (ed), *El*

manejo político y social de la corrupción en Honduras, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2016, p. 177-218.

Meza, Víctor, « Clientelismo y política », Tegucigalpa, Diario La Prensa, 06 de marzo de 2018.

Naciones Unidas, « Las violaciones a los derechos humanos en el contexto de las elecciones generales de 2017 en Honduras », Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, 2017.

Posas, Mario, *Modalidades del proceso de democratización en Honduras*, Tegucigalpa, Ed. Universitaria (UNAH), 1989.

- « Avances y limitaciones de la institucionalidad democrática en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*, Febrero 2012.
- « Siete Tesis sobre los Partidos Políticos en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*, 10 de Abril de 2014.
- « Movimientos sociales en Honduras », Tegucigalpa, *Texto inédito*.

Salgado, Ramón (ed), *Crisis Institucional y Golpe de Estado en Honduras*, Tegucigalpa, Ed. Universitaria, Universidad Pedagógica Nacional Francisco Morazán (UPNFM), 2010.

Salomón, Leticia (ed), *Democracia y Partidos Políticos en Honduras*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras (CEDOH), 2008.

Wikileaks, Public Library of US Diplomacy. Disponible en: <https://our.wikileaks.org/Cablegate>